

Service Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS DELABLI

2-8 Avenue Faidherbe
17500 Jonzac

Références : 2025-00692
Code AIOT : 0051700225

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement SAS DELABLI implanté 2-8 Avenue Faidherbe 17500 Jonzac. L'inspection a été annoncée le 17/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan Pluriannuel de contrôle 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS DELABLI
- 2-8 Avenue Faidherbe 17500 Jonzac
- Code AIOT : 0051700225
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELABLI exploite à JONZAC une unité de transformation de poissons. La spécialité historique du site est la production de poissons séchés et de morues salées. Cette production s'est diversifiée depuis quelques années pour élargir la gamme de produits proposés.

L'exploitant bénéficie d'un **arrêté portant enregistrement d'exploiter** en date du 13 février 2020 pour la préparation de produits alimentaires relevant de la rubrique 2221 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, d'une capacité de 100 tonnes jour.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 34	Sans objet
2	Eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 35	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 37	Sans objet
4	Eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 38	Sans objet
5	Eau	Arrêté Ministériel du 22/02/2022	Sans objet
6	Lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14	Sans objet
7	Lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 19	Sans objet
8	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20.V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Industrie agro-alimentaire respectant les prescriptions contrôlées (actions nationales 2025 incendie et rejets eaux)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Débit journalier spécifique
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite. Le débit maximal journalier spécifique autorisé est de 6 m ³ /tonne de produit entrant ou 10 m ³ /tonne de produit entrant en cas d'utilisation d'eau au sein d'un dispositif de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.
Constats : Tous les effluents aqueux sont canalisés (présence d'un plan des réseaux) Les effluents aqueux sont divisés en deux catégories : 1-Les eaux usées qui partent directement à la station d'épuration 2-Les eaux salées qui sont stockées dans une cuve (contenance de trois jours de production) sont pompées tous les trois jours par la société VEOLIA pour y être traitée avant rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel. « L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau. « La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.

<p>« La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>« Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas, en dehors de la zone où s'effectue le mélange :</p> <p>« - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ;</p> <p>« - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</p> <p>« - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques ;</p> <p>« - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</p> <p>« Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de rejets directs au milieu naturel.</p> <p>Les eaux de rejets sont dégrillées puis dirigées vers la STEP communale</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 37</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>« Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les modalités de raccordement ; – les valeurs limites avant raccordement ; <p>« Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macro polluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte). »</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence d'une convention rejet (dernière version en date de avril 2024)</p> <p>La société DELABLI est raccordée à la STEP de la communauté de communes de JONZAC.</p> <p>Les eaux usées sont stockées dans une fosse de 200 m³ placée sous le local de maintenance afin d'être filtrées par un système de dégrillage avant acheminement vers la station d'épuration communautaire de Jonzac.</p> <p>Les eaux usées salées sont stockées dans une cuve de 50m³</p> <p>Des analyses mensuelles sont réalisées pour les eaux usées et les eaux salées.</p> <p>Dernières analyses en date d'octobre 2024 :</p> <p><u>Eaux usées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : 144 mg/l ; - DBO5 : 510 mg/l ; - DCO : 765 mg/l ; - Azote global (exprimé en N) : 83,5mg/l ; - Phosphore total (exprimé en P) : 20mg/l. <p><u>Eaux usées salées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : 1400mg/l ; - DBO5 : 3800 mg/l ; - DCO : 6760 mg/l ; - Azote global (exprimé en N) : 696,1mg/l ; - Phosphore total (exprimé en P) : 160mg/l.

Les résultats sont conformes aux prescriptions demandées dans la convention de la station d'épuration
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : « Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. « Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. « Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. « Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées. »
Constats : Les résultats des auto-contrôles sont réalisés par EUROFINS (accrédité COFRAC). Présence d'un préleveur 24 h réfrigéré . Pas de dépassement des VLE sur les eaux usées et très salées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/02/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Norme de surveillance
Prescription contrôlée : Cf avis relatif aux normes.
Constats : Le laboratoire EUROFIN est accrédité COFRAC et respecte les normes de référence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service

<p>d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>- les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence d'une centrale d'alerte avec report de l'alarme sur les téléphones d'astreinte.</p> <p>Présence d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.</p> <p>Présence d'une réserve incendie de 730m³ + poteau incendie</p> <p>Présence de nombreux extincteurs vérifiés et bénéficiant d'une maintenance régulière (dernier rapport en date du 9 décembre 2024).</p> <p>Présence d'un système de sprinklage (le site est entièrement sprinklé).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Lutte contre incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique ou armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire disposent d'une détection adaptée aux risques en présence.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence d'un plan de DÉTERMINATION DES ZONES À RISQUE D'EXPLOSION qui définit 9 zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stockage de bouteilles de Gaz • Onduleur • Chaufferie • Cuves carburant • Atelier de charge • Stockage solvants • Local ammoniac • Poste de soudure • Local sprinklage <p>Présence de détecteurs et d'extincteurs appropriés au risque incendie</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20.V

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume des matières liquides stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie (120 m3 minimum) ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Les produits dangereux utilisés sont sous rétention.

Présence d'un local technique spécifique pour l'entreposage des produits de nettoyage désinfection.

Présence d'un débourbeur/déshuileur pour la zone de circulation imperméabilisée (parking).

Dernière vidange le 20/12/2024 (présence du bordereau de suivi TRACKS DECHETS)

Présence d'obturateurs gonflables pouvant être installées sur le réseau d'eaux pluviales en cas de besoin (confinement des eaux incendie, déversement accidentel...).

Les eaux d'extinction sont collectées sur le point bas de l'entreprise qui se situe au niveau du quai d'expédition et pourront être collectées pour être éliminées vers des filières de traitement des déchets appropriées.

Type de suites proposées : Sans suite